2e Année N° 8 (Numéro spécial) Juin 1958

ARGUMENTS

SOMMAIRE

LA CRISE FRANÇAISE

Idéologies de somnambules (Jean Duvignaud)

Mission ou démission de la gauche (Alain Touraine)

La crise française (Edgar Morin)

Le gaullisme et la crise du régime (Claude Lefort)

Directeur-gérant : Edgar Morin

Rédaction et administration : Editions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, Paris-6e, Bab. 37-94
Abonnement (six numéros l'an) : 600 francs
Etranger : 800 francs. Abonnement de soutien : 1 500 francs
C.C.P. Bien spécifier : Ed. de Minuit Paris 180-43

Le numéro spécial : 130 francs

IMP. DE L'OUEST - LA ROCHELLE

LA CRISE FRANÇAISE

Dans la crise qui s'est ouverte avec le coup de force d'Alger du 13 mai, trois tendances hétérogènes, et en principe inconciliables, se font jour, dans les milieux qui ne sont pas ceux de la droite classique.

1) *une attitude de résignation à l'inévitable — l'expérience De Gaulle — avec la préoccupation de limiter les dégâts au maximum ;*

2) *une attitude d'adhésion à l'expérience De Gaulle, dans la mesure où celle-ci semble une issue à l'impasse politique, à l'immobilité sociologique et à la sclérose des institutions ;*

3) *une attitude de défense de la « légalité républicaine » qui implique le ralliement — du moins provisoire — au système dont la dégradation même a provoqué la crise actuelle, et le ralliement au gouvernement qui légalise le coup de force d'Alger.*

Enfin on voit se dessiner une autre attitude, de critique radicale, qui lie le refus du gaullisme à la critique du régime de la IVe République. Elle aspire à une nouvelle politique démocratique autonome par rapport à celle des partis traditionnels et du gouvernement de l'Assemblée. Mais cette politique est encore à inventer.

Beaucoup d'hommes de gauche hésitent, oscillent, affolés, entre ces attitudes.

Notre propos, ici, est d'esquisser des analyses de la situation, non pas tant de la situation immédiate que de ses causes réelles et des possibilités d'évolution, afin de faciliter les prises de conscience et les options claires.

Toute crise grave provoque des régressions mythiques, des affolements, mais par ailleurs dissipe des fantasmes et permet une prise de conscience radicale.

Essayons de favoriser cette prise de conscience à travers une confrontation d'analyses.

La confusion des attitudes correspond à la confusion des idées, et à la pauvreté de la pensée politique en France, dans les milieux de gauche.

Nous savons également que la confusion des attitudes et des idées correspond aux ambivalences mêmes de la réalité. En éclairant ces ambivalences, nous ne pensons pas décourager l'action, au contraire. Nous pensons qu'une action politique véritable doit savoir qu'elle est choix et risques : risque d'erreur et risque d'échec.

Notre but est aussi d'inciter le lecteur à relier son action d'aujourd'hui à sa justification durable.

ARGUMENTS.

IDEOLOGIES DE SOMNAMBULES

On a été injuste avec la gauche : on affirmait qu'elle était incapable de se regrouper, impuissante à inventer des idées nouvelles. Les uns lui reprochaient d'être dispersée, les autres l'accusaient d'ataraxie. Pourtant, durant la crise de mai, elle a donné un bel exemple d'unité et d'imagination politique : unité dans la confusion et création d'idéologies irréalistes !

Nous nous en tiendrons aux idées-forces nées de cette confusion : la « défense républicaine », le « front populaire » et le gaullisme de gauche. Il n'est pas certain que ces idéologies disparaissent avec la crise.

1. — *Défense républicaine.*

Cette idéologie est née durant les premiers jours de la crise, exactement le soir où de Gaulle fit sa première déclaration, le jeudi 15 mai. Il s'agissait de défendre inconditionnellement les institutions actuelles de la France : impliquant la solidarité des masses et des institutions, elle appelait le « peuple » à défendre pêle-mêle le système des partis, les apparentements, le mécanisme parlementaire, les truquages électoraux, la politique des betteraviers, les libertés démocratiques et syndicales, les beaux dimanches et l'insouciance générale.

Or, cette idéologie est le réflexe de défense naturelle de la « nouvelle classe » de notables provincaux ou parisiens installée au pouvoir après la Libération.

Pour que cette « défense républicaine » prît un sens, il eût fallu que le gouvernement condamnât expressément la révolte algérienne, renonçât à la fiction de Salan-représentant-de-la-République, rompît toute communication avec les rebelles.

Bien entendu, on n'a rien fait de tel. Seul, Jules Moch, dans sa déclaration publiée à l'aube du 19 mai avant la conférence de presse de Gaulle, prononça le mot de « démocratie ».

Quel contenu mettre dans ces conditions sous les mots de « défense républi-

caine » ? Appelle-t-on la classe ouvrière à partager le pouvoir ? Promet-on l'indépendance aux peuples colonisés et l'ouverture de négociations avec le peuple algérien ? Tente-t-on de freiner la crise économique ? Dans sa « littéralité », cette expression rappelle les luttes anti-boulangistes et les combats menés par les radicaux contre le cléricalisme. Dans sa réalité présente, elle semble bien n'être qu'un mythe vide de sens.

Nous sortons de deux années de « national-mollétisme » qui ont suivi l'immobilisme à peine interrompu par quelques mois d'expérience mendésiste, et l'on voudrait que les institutions fussent en elles-mêmes si séduisantes qu'elles suscitent un enthousiasme jacobin : est-il besoin de rappeler que le pouvoir politique en France reste depuis dix ans entre les mains de quelques spécialistes ?

A vrai dire, cette idéologie de « défense républicaine » répond à la fois au légalisme traditionnel des Français et à l'apathie générale du pays. La peur du changement qui caractérise la mentalité collective actuelle commande ce réflexe de défense. On défendra ce qui est par crainte de l'avenir et du mouvement. On fera confiance au gouvernement pour qu'il rétablisse l'ordre accoutumé et cette image calme de la vie dans laquelle nous vivons depuis des années.

2. — *Front populaire.*

L'idée de « front populaire » est directement liée à celle de fascisme. Pour les communistes et une grande partie de la gauche, il s'agissait, dès le 16 mai, d'appeler la classe ouvrière à lutter contre un putsch militaire et nationaliste. Le gouvernement se prêta admirablement à cette mise en scène en multipliant les forces de police dans toutes les rues de Paris. *L'Humanité* et *Libération* firent le reste. Comment les partis de gauche n'eussent-ils pas fait leur unité devant le danger fasciste ?

Or, est-ce au fascisme que nous avions affaire ? Les petits commandos de nationalistes excités qui se manifestaient depuis quelques mois représentaient-ils une force réelle comme le furent les troupes mussoliniennes ou hitlériennes ? La situation actuelle de la France est-elle favorable au fascisme ?

D'abord, il faudrait écarter une confusion. Le fascisme correspond à une réalité historique, nullement à une structure permanente des sociétés « libérales » bourgeoises. L'alliance de l'industrie lourde privée et d'un mouvement de masse à idéologie à la fois nationaliste et socialisante, une dépression économique appauvrissant les classes moyennes et multipliant les chômeurs caractérisent la situation de l'Allemagne en 1934 et de l'Italie en 1922, nullement celle de la France en 1958. On ne peut affirmer, certes, qu'une subite accélération de la décomposition actuelle de l'Etat n'entraîne, dans la période qui vient, l'apparition d'éléments caractéristiques du fascisme, mais rien ne permet de dire aujourd'hui que la crise de mai s'est produite dans des conditions semblables.

Le fascisme *en tant que tel* est une survivance, un souvenir, un épouvantail utilisé systématiquement par les communistes pour justifier le mot d'ordre de « Front populaire ». Créer un danger artificiel pour paraître en sauveur est une tactique éprouvée que Clemenceau avait utilisée avant Staline.

C'est ce qui s'est produit : à entendre les journaux communistes avant la conférence de presse du général de Gaulle, on pouvait croire que le danger de coup d'Etat, que le fascisme menaçait le pays pour le lendemain. L'intérêt de cette manœuvre était évident : depuis la mort de Staline, le rapport Krouchtchev, les événements de Budapest et la « laïcisation » du pouvoir en Russie, le communisme est devenu un parti comme les autres en perdant beaucoup de son pouvoir thaumaturgique ; les événements d'Alger allaient lui permettre de se réconcilier avec la démocratie, la gauche, les intellectuels et l'idée socialiste en général. Une grande sympathie bienveillante unirait tous les hommes de gauche — coude à coude pathétique d'où le front populaire jaillirait magiquement.

L'échec de la grève qui, à 15 heures, devait, le 19 mai, paralyser le pays et répondre dans le monde du travail au grand déploiement de troupes organisé dans le monde de la police, montre assez que le parti communiste avait engagé les masses sur une fausse piste et qu'elles le savaient !

Or, le danger est ailleurs. Comme l'armée française est en retard d'une guerre, l'état-major communiste est en retard d'un fascisme : ce qui nous menace n'est pas moins grave, mais c'est une situation que les slogans n'expliquent pas (1). Ce

(1) L'attitude des communistes durant ces journées était claire et naïve : « Discutez, opposez-vous les uns aux autres, cela n'a pas d'importance puisque nous sommes d'accord sur l'essentiel qui est l'action ! » Cet activisme primaire est la forme actuelle du « libéralisme » communiste.

pourrait être une « tyrannie éclairée » du genre de celle que le « national-mollétisme » a imposée durant deux ans ; c'est une forme de dictature qui se substitue au contenu de la démocratie en utilisant les formes légales, voire le parlementarisme. Sur l'exercice de ce pouvoir contrôlé par des administrateurs civils, des militaires, des technocrates et des idéologues, nous ne savons rien encore parce que nous manquons de concepts opératoires pour cela. Les mythes du « fascisme-front populaire » détournent les esprits du vrai danger : le « souverain éclairé ».

3. — *Le gaullisme de gauche.*

Cette idéologie est née, spontanément ou non, de bouche à oreille, entre la première et la seconde déclaration du général. Ce qu'elle implique dépasse, semble-t-il, et la personne du général et ses chances possibles, puisqu'elle s'enferme dans le syllogisme suivant : la crise actuelle est le résultat de la décomposition du régime et de la gauche, la guerre est la cause essentielle de cette crise, donc admettons une dictature momentanée pour mettre un terme à cette guerre génératrice de crise.

On voit quels éléments entrent dans la composition de cette idéologie :

— Lassitude d'une gauche ; oppositions — communistes du P.C. et socialistes du P.S., « mendésistes » chez les radicaux — impuissantes et grugées ;

— Echec du « mendésisme » comme forme « nouvelle » de gouvernement centre-gauche ;

— Dégoût pour le parlementarisme ;

— Peur du front populaire ;

— Espoir que le gaullisme préservera l'indépendance nationale à la fois en maintenant la France des deux côtés de la Méditerranée et en brisant les liens « atlantiques ».

Eléments contradictoires sans doute puisqu'ils correspondent à des perspectives opposées : celle de socialistes déçus, de communistes soucieux d'appliquer le slogan soviétique sur l'interdiction des rampes de lancement, celle de libéraux. Cette idéologie tendrait à présenter de Gaulle un peu comme on avait présenté Orléans aux révoltés de 1830 — comme l'homme qui nous divise le moins. Cette image louis-philipparde domine d'ailleurs inconsciemment les cerveaux puisqu'il s'agit de représenter le « souverain » possible comme l'homme d'une situation exceptionnelle capable de s'effacer après la crise.

Je dis « souverain possible » car une telle idéologie directoriale peut servir demain n'importe qui, pas forcément de Gaulle jugé trop « faible » ou trop légaliste, — Soustelle, par exemple.

De toute façon, c'est une grande tentation pour l'homme de gauche de remplacer le lien (ou la fiction) de la délégation passagère du pouvoir de type parlementaire par le lien de dépendance impliquant la souveraineté. Alors, il lui est possible d'imaginer qu'il exerce sur le tyran une sorte de contrôle moral ; de toute façon le tyran est le résultat d'une suite logique d'événements catastrophiques dont il est la conséquence nécessaire. Cette rencontre de la nécessité et de la tyrannie, on sait qu'elle constitua le noyau du stalinisme. C'est que certains intellectuels sont restés paralysés par un hégélianisme primaire qui continue à les persuader que le mouvement rationnel qui préside, croient-ils, au développement réel des événements suppose l'exercice d'un pouvoir absolu également rationnel, excluant la spontanéité, le relativisme et le possible.

Cette idéologie nous promet la fin d'une guerre contre la destruction momentanée de la démocratie. Comme si elle ignorait que n'importe quel dictateur possible est lui-même le produit de la crise française et de la décomposition de l'Etat. Comme si elle ne savait pas que la démocratie ne survit presque jamais aux périodes, même brèves, durant lesquelles elle se renonce à elle-même. La conclusion de la guerre en Algérie ne cesse-t-elle pas d'être le premier problème quand la nature du pouvoir qui peut imposer cette paix est en question ?

La plupart de ceux qui développèrent cette idéologie du « gaullisme de gauche » furent déçus par la conférence de presse du 19 mai. Toutefois, l'idéologie survit à cette déception momentanée. Elle peut servir à n'importe quel moment la naissance d'une « tyrannie éclairée ».

***

On dira que ces idéologies témoignent de l'extrême affaiblissement de la gauche, paralysée par de faux problèmes, dupée par le « national-mollétisme » ou par cette religion de bureaux qu'est le thorézisme, variété calme et petite-bourgeoise du stalinisme ; on dira que, paralysée par des idées reçues, la gauche

est incapable d'analyser réellement le Pouvoir, l'Etat ou la Classe. Ainsi a-t-elle imaginé la « défense républicaine » pour sauver des institutions auxquelles la classe ouvrière n'est plus associée depuis dix ans, le « front populaire » pour lutter contre un fascisme inexistant et des « rebelles » algériens qu'une chiquenaude eût dispersés dès la première nuit, le « gaullisme de gauche » pour se consoler d'avoir manqué toutes les occasions offertes en vingt ans.

Le danger véritable est ailleurs : il est la naissance d'une structure de l'état autoritaire dont le « national-mollétisme » a donné un pâle exemple, gouvernement d'affaires qui laisse les masses dans l'apathie. Pendant ce temps, les idées qui étaient vraies il y a vingt ans flottent comme des fantômes ; obéissant à des slogans désuets, la gauche défile comme une armée de somnambules.

Seule une critique radicale — pas forcément orientée vers une action immédiate — peut l'éveiller.

JEAN DUVIGNAUD.

MISSION OU DEMISSION DE LA GAUCHE

1. — En quelques jours, la pensée politique a reculé d'un siècle. Elle redécouvre Taine et, oubliant les principes élémentaires d'une analyse qui semblait acceptée par tous les historiens sérieux, ne veut plus connaître que les institutions et se refuse à toute analyse sociale de la situation présente. C'est la légalité républicaine qu'il faut défendre contre les factieux, disent sans rire ceux qui ont empêché l'application du statut de 1947, restreint l'exercice des libertés les plus élémentaires et répandu le sang en Indochine, à Madagascar et partout où le Gouvernement de la République a lutté contre les peuples soulevés pour leur indépendance. D'autres, avec colère ou avec résignation, préparent le renversement ou l'oubli d'institutions responsables de tous nos malheurs et voient dans le sacre d'un chef le seul moyen de sortir de l'impuissance du régime, de l'instabilité ministérielle, de la décomposition de la République.

Ce n'est rien expliquer que d'ajouter : légalistes et gaullistes sont les uns et les autres des dirigeants, des notables ; ils pensent de la manière la plus simple et la plus logique pour eux : leur rôle est de maintenir ou de transformer les institutions. Le peuple, lui, ne se laisse pas prendre aussi facilement aux apparences et à la complexité mouvante des événements, mais il est étouffé ; il l'était déjà par les partis politiques et l'armée, cette grande braillarde, fera bientôt de l'opinion la grande muette.

Il est indiscutable que, dans la crise actuelle, et peut-être parce que chacun veut désigner un ennemi visible ou défendre un ordre solidement établi, nul en France ne parle plus des problèmes politiques eux-mêmes : les institutions, les mécanismes de la vie politique sont au centre de toutes les proclamations, motions et discussions.

Cette importance apparemment souveraine des institutions n'existe que parce que le pays tout entier est pris dans des contradictions qui paralysent toutes les forces sociales. Le pays est dans l'ombre et seuls les dirigeants s'agitent dans la lumière que la presse ou la radio ne peuvent se dispenser de jeter sur le fonctionnement des institutions. C'est pourtant de la situation politique qu'il faut partir si l'on veut prendre parti et définir une action.

2. — La Troisième République nous a légué une image simple des luttes politiques. L'affaire Dreyfus surtout avait démontré, au moins au plus chaud de la crise, que la droite et la gauche étaient, plus que deux forces politiques, deux manières de penser et de vivre. A la Libération, cette simplicité, cette unité des problèmes politiques avait triomphé. La défense de la patrie et le progrès social semblaient unis contre la droite et les collaborateurs. Mais la France dut aussi choisir entre l'Est et l'Ouest, et l'opposition des socialistes et des communistes sur ce problème prouve que ce choix n'était pas le même que celui, traditionnel, entre la droite et la gauche. En même temps, le mouvement de décolonisation compliquait encore la situation politique. Une fois éclatée la guerre en Algérie, bien des Français, sensibles au sort des Algériens d'origine européenne ou inquiets pour les soldats du contingent jouant le rôle d'otages des ultras, soutinrent, de leur passivité au moins, la politique molletiste de capitulation devant les ultras. Bref, la séparation de plus en plus marquée des problèmes sociaux intérieurs et des problèmes mondiaux où se trouve engagée la France a brisé l'unité et l'activité des forces de gauche et renforcé, directement

ou indirectement, une droite pourtant discréditée au lendemain de la guerre.

La peur du coup de Prague et donc du Front populaire a laissé la S.F.I.O. sans force en face des exigences de la droite parlementaire. Le parti communiste, solidement installé comme la principale expression politique du monde ouvrier, se trouva isolé, paralysé parce que la société française ne voulait pas passer dans le monde soviétique. De là, sont nées les contradictions dans les partis, se manifestant parfois par des scissions ou de fortes tensions internes, et parfois par le machiavélisme, épuisant pour les masses, des états-majors politiques.

Le problème principal, à long terme, de la politique française est de savoir comment une majorité peut se former sur des bases sociales de gauche et sur certaines positions internationales et coloniales, c'est-à-dire de replacer les forces sociales au centre de la vie politique.

3. — Le gouvernement actuel ne vit plus que de fictions. Il est incapable, autant que ses prédécesseurs, de clarifier la vie politique en résolvant le problème algérien. Il est à la merci d'un coup de force ou d'un moment de faiblesse. Nul ne pense sérieusement qu'après quelques jours ou quelques semaines tout pourra en Algérie et en France revenir « dans l'ordre ». La défense de la légalité n'est donc pas une politique, encore moins une issue. Elle n'aurait un sens réel que si des mesures intervenaient pour imposer le respect d'une république qui soit aussi une démocratie vivante. Cette intervention a été rendue impossible jusqu'ici par les données les plus fondamentales de la situation politique. Le mot d'ordre de défense républicaine n'a été, depuis le début de la crise, qu'un thème gouvernemental. Le vote des pouvoirs spéciaux par toute la gauche a montré qu'il démobilisait l'opinion, loin de la préparer à la lutte. Les notables, politiques, syndicaux, universitaires, y trouvent l'occasion d'étaler des sentiments dont on ne veut pas discuter la sincérité mais qui n'ont aucun intérêt politique. C'est seulement si cette résistance passive amenait l'adversaire à choisir une solution de force qu'elle pourrait être forcée de faire appel aux masses ouvrières.

Le thème de la légalité n'a donc aucune force en face du soulèvement des militaires et des ultras en Algérie. Mais si ceux qui l'expriment veulent à tout prix le défendre, il doit se transformer en un appel à l'intervention massive des forces démocratiques.

4. — Les gaullistes passifs, ceux qui n'adhèrent pas aux principes de Soustelle et de Massu, justifient leur attitude en affirmant que de Gaulle seul peut faire sortir le pays des contradictions présentes, le libérer du problème algérien et lui rendre l'autonomie sur le plan international. Ils acceptent la victoire de la droite parce que, pensent-ils, de Gaulle est plus l'homme de lui-même que l'homme de la droite et que son orgueil et son relatif isolement maintiendront toujours un certain jeu dans le fonctionnement de son régime, jeu qu'une gauche libérée du problème colonial et de la menace communiste pourra utiliser pour se rénover, se renforcer et finalement reprendre la direction du pays. Certains rappellent encore l'action gouvernementale de de Gaulle en 1945. Beaucoup espèrent que le nouveau Cincinnatus saura de lui-même retourner dans son village. Ces gaullistes résignés ne parlent guère et ne défendent leurs idées qu'avec des restrictions, des réticences, des soupirs. Ils sont pourtant nombreux et leur timidité même répand partout cet esprit de démission attristée qui rappelle tant juin 40. Certains, déjà, parlent de collaboration, acceptent d'aller jusque-là, mais pas plus loin, rêvant de compromis et de savantes manœuvres.

5. — Faut-il d'abord leur dire que leur résignation ne pèsera pas d'un grand poids face au soulèvement d'Alger, aux forces conquérantes qui, derrière de Gaulle et avec lui, envahiront le pouvoir et toute la vie du pays. Pendant qu'ils dosent leurs potions en apothicaires lassés, l'armée enfile ses bottes ; Soustelle et Massu organisent un gouvernement ; Bidault jubile. Ils laisseront faire et comment peuvent-ils croire que ce qui se fera sera conforme à leurs rêves embrouillés sinon par un acte de foi dans le chef éclairé qui, seul, au-dessus de la mêlée, les sauvera, eux et leurs espoirs, de l'appétit excité de l'armée et des réactionnaires ? Savent-ils que ceux qui se démettent et qui se résignent ne peuvent plus avoir de pouvoir et d'influence et que, même les jeux innocents de notabilités qui se croient inviolables parce qu'elles se croient la conscience du monde risquent de leur être interdits.

6. — Comment ne voient-ils pas qu'à partir du moment où de Gaulle, porté par l'armée et les ultras, aura fait sortir le pays de l'immobilisme, le mouvement

ne pourra être que celui que les forces qui appuient activement le général ont choisi. Croit-on que les réformes de 1945 furent l'action du seul de Gaulle et qu'elles ne doivent rien à la pression sociale de la Libération, à la présence des communistes et des socialistes au gouvernement ? Croit-on donc que le de Gaulle de 1958 pourrait être indépendant des forces qui le ramèneraient au pouvoir ? Que l'homme garde toujours ses distances personnelles à l'égard des ultras, qu'importe ! Cette distance peut protéger son amour-propre, elle ne protègera pas le pays ou alors de Gaulle devrait opposer aux forces réactionnaires la seule force réelle dont il puisse disposer, celle de l'armée. Comment peut-on affirmer que cette éventuelle lutte ou rivalité entre la droite et l'armée puisse profiter à la gauche.

De Gaulle au pouvoir, ce peut être ou bien le triomphe de la droite et par conséquent une politique de réaction sociale et de colonialisme, ou bien le triomphe de l'armée.

7. — Mais alors cet homme, dont on attend qu'il débloque les institutions paralysées, ne nous enferme-t-il pas dans le système du gouvernement militaire plus paralysant encore que le système actuel, puisque complètement coupé du pays et de l'action des forces sociales ? Ou ceux qui sont prêts à accepter de Gaulle sont-ils prêts aussi à accepter la revanche du maurrassisme et l'appel au pays réel et à la plus grande France ?

Ah ! diront-ils, ne voyons pas si loin, qu'il résolve la crise algérienne et nous acceptons tout. Mais si, derrière de Gaulle, la droite l'emporte, quelle solution peut-on espérer, et si l'armée domine, si la politique actuelle d'intégration proclamée dans les villes algériennes est développée, croit-on que le F.L.N. l'acceptera et déposera les armes ? On peut admettre que des Algériens cherchent à saisir l'occasion que leur offre la crise : des gouvernements successifs ayant conduit à une impasse totale, comment s'opposeraient-ils dans le principe et dès le départ à un bouleversement qui remet en question les données du problème ? Pourquoi défendraient-ils une légalité républicaine qui, depuis longtemps, ne leur apparaît plus que comme un criminel mensonge ? Mais faut-il confondre cette attitude avec l'acceptation d'une solution en tous points opposée à celle qu'ils ont défendue par les armes depuis le soulèvement de 1954 ? Une fois la politique byzantine de Mollet dépassée, le problème apparaît plus clairement : intégration ou indépendance. Ni l'armée ni la droite ne peuvent tolérer l'indépendance à laquelle les nationalistes algériens ne peuvent renoncer. L'Algérie risque au mieux d'être divisée en deux pays ennemis : l'Algérie française et l'Algérie algérienne, dont la lutte maintiendra dans cette partie du monde un conflit plus grave et plus ouvert que celui du Moyen-Orient. Et si de Gaulle s'opposait nettement à ceux qui le portent au pouvoir, on le verrait, homme vraiment seul alors, retourner dans son village, grandi dans son orgueil et dans sa légende, abandonnant le champ libre à tous les ultras et laissant la France plus incapable que jamais de négocier avec les Algériens ses relations avec une Algérie indépendante.

On ne peut sortir de cette contradiction : ou de Gaulle gouvernera contre la droite, c'est-à-dire avec et par l'armée, et le pays se trouvera enfermé dans un régime abstrait des réalités sociales du pays et de ses problèmes réels, ne se nourrissant donc que de mythes et régnant sans gouverner, ou de Gaulle gouvernera avec et pour la droite et sa politique tournera le dos à toute solution en Algérie comme à tout progrès social en France ; si l'homme lui-même se refuse aux deux choix, il devra se retirer.

8. — Mais n'est-ce pas accorder une importance excessive à l'illusion du gaullisme légal ? N'est-il pas plus urgent alors que se rapproche l'épreuve de force et la capitulation du gouvernement ou le choc brutal des factieux et des forces populaires, d'appeler à l'action commune tous ceux pour qui la défense du régime n'est que le premier mot d'un programme qui doit redonner vie aux forces démocratiques ? Nous sommes placés depuis le 13 mai dans une situation révolutionnaire. Les efforts du gouvernement pour masquer ce fait se sont heurtés à des démentis brutaux. C'est dans cette perspective que doit être placée toute action, si localisée soit-elle.

Il est faux de vouloir nous enfermer dans le choix : Pflimlin ou de Gaulle. Les événements se chargent déjà de nous montrer que la lutte politique actuellement en cours n'a pas cette simplicité quasi diplomatique, et surtout nous savons qu'aucune solution ne peut venir de ce gouvernement, pas plus que de ceux qui l'ont précédé, et nous avons dit pourquoi nous refusons catégoriquement non seulement d'accepter de Gaulle

mais encore d'envisager une attitude de complaisance ou de démission en face du mouvement qui le porte. Que des sages nous démontrent que cette double condamnation nous rejette dans le monde de l'utopie et nous répondrons seulement que l'histoire de ce pays ne se terminera pas le jour où se terminera cette crise et que la possibilité d'un redressement politique à venir dépend par dessus tout de la fidélité du plus grand nombre possible à des idées sociales et politiques qui sont incompatibles avec le molletisme comme avec le gaullisme. Pourquoi veut-on que nous choisissions de deux maux le moindre qui peut être aussi le pire ? L'un et l'autre ont en commun d'étouffer la voix, de briser l'action des forces sociales qui sont le seul fondement de la démocratie.

9. — Il est inadmissible de se comporter aujourd'hui en pur spectateur. L'analyse qui n'est pas commandée par la défense de principes et d'orientations politiques est sans valeur. Ceux qui prêchent la résignation ne montrent que la faiblesse de leur attachement aux principes dont ils se réclament. Le premier ennemi aujourd'hui est cet esprit de démission qui fut en juin 40 celui de tant de parlementaires et de tant de citoyens. A long terme certainement, à court terme peut-être, la France sortira de ses contradictions politiques si les forces sociales, à la fois dans les mouvements partis de la base et à travers les organisations existantes, interviennent directement dans la lutte politique. Le coup d'Alger a donné la parole à un mouvement puissant ; c'est seulement par un autre mouvement plus puissant encore, formé par les travailleurs et pas seulement appuyé sur eux, qu'il peut être vaincu. Ce mouvement doit réclamer la défense des institutions, mais là n'est pas l'essentiel ; c'est d'abord pour leur propre défense, pour leurs intérêts comme pour leurs principes, que les travailleurs doivent être prêts à lutter. Est-il besoin d'être assuré de la victoire pour affirmer ses principes et sa détermination de le défendre, et y a-t-il une issue en dehors de ce mouvement populaire ?

Demain renaîtront les luttes de la gauche, mais aujourd'hui l'action commune s'impose. L'action commune des forces de gauche, et non l'unité des partis de gauche. Les adversaires les plus intransigeants du gaullisme, ceux qui ont condamné le vote des pouvoirs spéciaux, qui ont rougi du grotesque vote unanime de confiance à l'armée sont aussi ceux qui croient en l'importance souveraine d'un réveil des forces sociales. Les contradictions nées de l'enchevêtrement des problèmes et des majorités ne seront pas résolues par les partis, prisonniers de ces contradictions et affaiblis, isolés par elles ; elles ne le seront pas non plus par un coup de baguette magique ou militaire ; elles ne le seront que si la lutte des forces sociales redevient le principe central de la vie politique. Certains voudront que cette lutte soit menée au nom du communisme, d'autres au nom de la spontanéité populaire opposée à toute bureaucratie politique, d'autres enfin croient en la nécessité d'une social-démocratie unissant les ouvriers et les nouvelles classes moyennes. Mais le jour où les idées et les forces s'opposeront et se discuteront sur le devant de la scène, la France, à nouveau, sera en mouvement, et les contradictions présentes pourront être dépassées.

Ceux qui acceptent d'abandonner le pouvoir à celui qui pourrait trancher le nœud algérien sacrifient le régime et tout espoir d'une politique de gauche, parce qu'à leurs yeux, le problème algérien peut être complètement isolé des autres et appelle des solutions exceptionnelles qui sont possibles. Ils acceptent ainsi un régime d'exception. Eux qui ont tant condamné le jeu stérile des institutions, c'est-à-dire le fossé qui existe entre les forces sociales et les combinaisons parlementaires, acceptent d'élargir ce fossé, de remettre le sort du pays aux mains d'un homme ou de l'armée, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire dans le cas où de Gaulle parviendrait à rester relativement libre à l'égard de la droite qui le pousse au pouvoir. Les institutions deviendront ainsi un monde totalement clos, coupé du pays, coupé surtout des forces qui n'acceptent pas une coupure en laquelle la droite place ses espoirs. Le pouvoir personnel ne peut être qu'un pouvoir de droite, même si ce n'est pas directement le pouvoir de la droite.

Là est la ligne de partage : ou l'on veut réunifier et simplifier la vie politique française et, pour ce faire, on sacrifie la démocratie au pouvoir personnel, en espérant que celui-ci nous débarrassera du problème algérien, ou bien, pour atteindre à ce même but de réunification des attitudes politiques, on croit à la nécessité de redonner la parole et l'espoir aux forces populaires. La

solution gaulliste ne peut être qu'une illusion : la politique d'intégration en Algérie ne peut rallier ceux qui luttent pour l'indépendance, et la droite en France, derrière de Gaulle, avec lui et peut-être bientôt sans lui, reprendra bientôt le pouvoir et conduira le pays vers un déchirement encore plus profond.

Les chances de l'opposition populaire sont faibles. Mais nous sommes certains qu'aucune solution ne sera possible avant le jour où elle triomphera. Dans les derniers jours de la République, le premier devoir est de maintenir ferme l'opposition au pouvoir personnel, au pouvoir de l'armée, au pouvoir de la droite, et d'affirmer qu'aucun progrès politique n'est possible quand les forces sociales de gauche sont réduites au silence. C'est de la fermeté de notre attitude aujourd'hui que dépendent les chances du redressement à venir.

ALAIN TOURAINE.

27 mai 1958

LA CRISE FRANÇAISE

Au moment où j'écris, le suspense au ralenti se poursuit. La crise commencée en explosion atomique se poursuit en désintégration lente.

Penser et agir.

L'action politique semble inséparable d'un certain état d'hystérie et d'un certain épanchement de magie. L'analyse politique, par contre, implique une attitude passive d'historien, qui considère le présent comme s'il s'agissait du passé.

Peut-on, dans la crise actuelle, être à la fois historien et participant ? Peut-on éviter l'hystérie, tout en affirmant des principes d'action rigoureux ? A vrai dire, nous croyons possible de remplacer l'hystérie par la fermeté, en nous fondant sur une analyse historique et sociologique de la situation.

Certes l'analyse la plus superficielle nous amène à prendre conscience des contradictions de la situation française, et des ambivalences liées à ces contradictions. Plus profondément, nous sommes en ce moment particulier de crise où les jeux ne sont pas entièrement faits, où chaque option présente le risque d'aboutir à l'inverse du but visé : ainsi en est-il de l'état d'urgence qui institutionnalise un régime d'autorité, ainsi en est-il de la légalité républicaine, qui peut assurer légalement l'établissement d'un pouvoir dictatorial. Ainsi en est-il réciproquement du gaullisme de gauche, qui risque de faire le lit du gaullisme de droite ou tout simplement de la dictature de l'armée. Ainsi en est-il du gaullisme de droite, qui risque d'être mystifié par un gaullisme progressif. Dans la confusion et l'incertitude actuelles, tout choix est aléatoire : il risque non seulement l'échec, mais aussi *l'erreur*, l'erreur ontologique.

D'où l'affolement et l'incertitude qui règnent chez tous ceux qui ont conscience obscurément de ces ambivalences. D'où aussi leur recherche d'une sorte d'assurance tous risques, qui supprimerait l'ambivalence en la niant, et que seule peut fournir un mythe : le mythe de Gaulle, le mythe de la République, le mythe du communisme stalinien.

Mais pour nous, qui avons conscience que la crise ne crée pas les ambivalences, mais les *révèle* au grand jour, pour nous qui avons conscience qu'il n'existe pas d'assurance tous risques, et pour nous qui, quoi qu'il advienne, ne renonçons pas à l'action, tout en considérant ses risques d'erreur et d'échec, nous poursuivons notre voie, par delà la passivité de l'analyste et par delà les mythes de l'activiste.

Crise du régime et crise de la société.

Un diagnostic de la crise est indispensable.

Ce qui apparait clairement, c'est la contradiction profonde entre la continuation de la guerre d'Algérie et le maintien du régime de la IVe République.

On peut même dire que sans guerre d'Algérie le régime de la IVe République aurait pu se perpétuer.

Mais il faut dire aussi que le régime aurait pu être atteint et menacé par toute crise grave, notamment une crise économique comme celle des années 30, d'où sortit le péril fasciste de février 1934.

Il y a donc un problème permanent qui est celui de la fragilité du régime devant les crises.

Or ce problème n'est pas un problème d'essence : en Angleterre, pour ne citer que l'exemple le plus frappant, le régime parlementaire n'a depuis plus de deux siècles connu aucune crise fondamentale. Et c'est ce régime qui a assuré sans heurts la transition entre l'ancien Empire Britannique et le nouveau Common-

wealth, quoique à travers un certain nombre de guerres coloniales.

La fragilité du régime parlementaire en France est donc liée aux caractères originaux de l'histoire française depuis deux siècles.

C'est dire que les contradictions de l'histoire française ont depuis 1789 pris un caractère explosif et radical, déterminé en premier par l'aspect particulièrement immobiliste ou régressif de la droite en France (réaction aristocratique, puis réaction bourgeoise), lequel a déterminé l'aspect particulièrement radical ou révolutionnaire de la gauche française : c'est à travers un peu de révolutions et de contre-révolutions, de poussées militaires dictatoriales que se résolvent les contradictions françaises. Les régimes parlementaires sont souvent des moments où mûrissent les contradictions, sans pouvoir se résoudre. Les Assemblées reflètent les contradictions : elles sont tiraillées entre deux poussées extrêmes, elles survivent lorsque des coalitions centristes peuvent se frayer un chemin à travers les antagonismes extrêmes qui s'annulent, mais souvent aussi ces coalitions centristes sont elles-mêmes paralysées par ces antagonismes.

Notons un deuxième caractère spécifique de l'histoire française : le rôle de l'armée dans les crises du régime (les deux bonapartismes, le général Boulanger, l'affaire Dreyfus, le colonel de La Rocque, et, enfin, Vichy, triomphe de l'armée vaincue). L'armée en tant que telle joue un rôle spécifique et déterminant dans toutes les périodes de dictature, parce que, entretenue par les guerres continentales et les guerres coloniales, elle constitue un corps massif, entre les mains d'une castre ultra-réactionnaire, qui entre en scène chaque fois que le régime d'Assemblée est en crise.

La crise actuelle révèle que deux problèmes-clés de l'histoire française, la fragilité du régime parlementaire et la réalité du danger militaire, n'ont pu trouver leur solution.

Certes, on peut penser qu'une réforme du régime d'Assemblée, qui fortifierait l'exécutif, serait capable de permettre au régime de surmonter ses contradictions et d'élaborer les synthèses.

Une telle solution aurait eu peut-être l'avantage d'éviter la crise, mais en période de crise elle risque évidemment de faire le lit de la dictature militaire. Ceci n'est évidemment qu'un risque et l'on peut opposer à cet argument l'argument du contre-feu.

Mais surtout une telle solution ignore le contenu des contradictions, et empêche tout diagnostic en profondeur.

*
* *

Toutefois, l'idée de réforme des institutions prend son sens, abstrait certes, mais révélateur, dans un contexte plus général, et qui est la mue de la société française.

Pour comprendre la crise actuelle, il faut se référer non seulement aux déterminations fondamentales de l'histoire française depuis deux siècles, mais à ses transformations profondes depuis la deuxième guerre mondiale. D'où la complexité du problème.

Quelles sont ces transformations ?

1) De métropole d'un grand empire, la France tend à devenir une nation européenne, et même une simple nationalité au sein d'une super-nation européenne.

Mais ce processus est profondément contrarié par la résistance hétérogène d'intérêts économiques nationaux et coloniaux, par la résistance en bloc de l'armée qui refuse de se fondre en tant que telle dans une armée internationale, par la résistance du parti communiste. Sur le plan idéologique, le vieux mythe national s'oppose au processus sociologique, et le bloque également.

Et ce n'est pas seulement un bloquage, car les jeux ne sont pas encore faits : intégration européenne ou cristallisation néo-nationaliste sont encore deux branches d'une alternative. Et peut-être n'est-ce pas un hasard, si à la première étape de la crise actuelle, les deux antagonistes ont été un général nationaliste — Massu — et un européen catholique — Pflimlin. Dans la crise actuelle se trouve posé le problème sans cesse différé ou à moitié tranché, le même dans lequel a trébuché Pierre Mendès-France, qui, lui, cherchait consciemment à le différer. Ce problème n'est peut-être pas le problème essentiel de la crise, mais c'est un de ses problèmes essentiels. Le mouvement gaulliste d'aujourd'hui traduit en profondeur le refus de la mue européenne, il s'appuie sur l'armée coloniale et sur le mythe du salut autonome de la France. Par contre, la confusion est extrême chez les anti-gaullistes, où se mêlent européens, neutralistes de gauche et communistes staliniens. Ce qui favorise d'autant leurs adversaires, car une partie des défenseurs de la république est sur un certain plan attirée

par les perspectives de neutralisme actif, du nasséro-titisme en politique extérieure que promet l'expérience de Gaulle.

Rétrospectivement, il est bien évident que l'intégration européenne aurait évité ce qui est actuellement le danger principal : l'action subversive d'une armée française autonome.

Sur un plan plus large, la crise actuelle est un moment décisif de la mue française : que ce soit par le nationalisme gaulliste ou par l'intégration européenne, la France se met hors de l'Histoire, en tant que super-puissance. D'un côté c'est la France, province d'Europe. De l'autre côté c'est le repli orgueilleux de la France seule, drapeaux déployés, Marseillaise chantée, et entretenant par des rites mystico-militaires le rêve de sa grandeur passée. Cette France peut être aussi active sur la scène internationale que la Yougoslavie ou l'Egypte (donc plus active que la France actuelle) mais ne serait plus l'un des Grands. Elle s'opposerait aux Grands.

Une tierce solution peut être évidemment envisagée par l'esprit, celle d'une France qui, à la tête de son commonwealth, aurait joué un rôle prépondérant dans l'Eurafrique. Ce projet, qui fut celui de Mendès, certains le prêtent également à de Gaulle. Mais, sociologiquement, son improbabilité est devenue de plus en plus grande.

2) La deuxième série de transformations qui affectent la société française tendent, sous l'écorce des formations traditionnelles, à la constitution de nouveaux rapports politiques.

En effet la France, à la suite des Etats-Unis, de l'Angleterre et l'Allemagne occidentale, est entraînée dans une civilisation de classe moyenne ou petite-bourgeoise, du bien-être et du confort. La classe ouvrière, si elle conserve dans le stalinisme un mythe de subversion révolutionnaire, tend, dans ses attitudes pratiques, non plus à renverser radicalement l'ordre bourgeois, mais à le transformer en s'y intégrant. Une sorte d'unification de mœurs et d'attitudes dans la vie quotidienne commence à recouvrir les différences réelles de classes. Parallèlement, le vieil esprit républicain, laïque, libéral du début du siècle, encore partiellement vivace en 1934-36 au sein des classes moyennes, s'est aujourd'hui presque éteint, désintégré pour faire place à un mécontentement paranoiaque contre tout et tous : c'est la poujadisation intellectuelle, source permanente d'une poujadisation politique sporadique.

Les anciennes valeurs virulentes, révolutionnaires dans la classe ouvrière, et évolutionnistes (radical-socialistes) dans les classes moyennes, se dégradent. Mais elles se dégradent en des complexes instables où elles survivent à l'état de mythes tout en se mêlant à des attitudes et des valeurs contradictoires, réformistes et intégrationnistes dans la classe ouvrière, poujadistes dans les classes moyennes.

En même temps, les anciennes valeurs conservatrices se dégradent dans la paysannerie, une partie des classes moyennes et la bourgeoisie. Mais là aussi elles se dégradent en complexes instables où des poussées chauvines succèdent à des abdications nationales (d'abord à l'égard de l'Allemagne nazie, puis des Etats-Unis et de l'Europe).

Ces divers complexes instables caractérisent la période de mue actuelle.

D'autre part, en même temps que survivent les anciens antagonismes radicaux, tendent à se créer des oppositions plus molles comme celles qui caractérisent les rapports entre le Labour et les conservateurs en Angleterre, ou même entre démocrates et républicains aux U.S.A. Le mendésisme, à l'époque fugitive de son apogée, a été comme la préfiguration de ces nouvelles tendances : il était comme une sorte de New Deal rooseveltien. Animé par un brain-trust de techniciens progressistes, il misait sur l'expansion économique pour créer une situation politique à l'américaine, où les antagonismes des classes s'estompent dans la distribution croissante des revenus. En tant qu'idéologie du mouvement, de la jeunesse, de l'égalisation sociale progressive, il s'opposait au conservatisme, aux immobilismes de gauche ou de droite.

Mais le mendésisme ne fut qu'éphémère ; il fut victime des anciennes structures lorsqu'il se heurta aux problèmes de l'Europe et à ceux de l'Afrique du Nord.

La crise actuelle, dans un sens, signifie la résurrection d'un des anciens antagonismes radicaux : dictature militaire contre démocratie parlementaire. Autrement dit, la guerre d'Algérie tend à faire régresser la situation politique française sur les modèles classiques de la lutte politique et de la lutte des classes en France.

Mais dans un autre sens, nous voyons

certains des courants politiques de type nouveau virer vers de Gaulle considéré comme l'homme du mouvement, l'homme qui fera sortir le pays de l'immobilisme; autour de ce symbole se cristallise un gaullisme de gauche qui n'est autre qu'un mendésisme de droite, c'est-à-dire une forme déviée, pervertie et presque fascisée du New Deal.

Sociologiquement, le mouvement de Gaulle est porté par le mouvement de l'armée, qui aspire à briser le régime pour imposer son pouvoir dictatorial. Mais, sur un autre plan sociologique, nous verrons confluer vers de Gaulle les entreprises de nouvelles élites du pouvoir qui espèrent profiter de l'ébranlement pour s'imposer. On peut penser que dans le nouveau système, ces élites occuperaient le pouvoir que contrôlerait l'armée.

Et ici se trouve posé un problème fondamental, celui des élites du pouvoir. L'armée est une caste qui concrétise en elle les aspirations revanchardes des anciennes élites ; lesquelles ont dû faire place aux élites comitardes ou bureaucratiques de la IVe République, comme aux élites économiques de caractère cosmopolite ou européen.

Mais, dans un autre sens, en même temps que l'évolution que nous avons signalée plus haut, les nouvelles élites de techniciens, de ménagers, de bureaucrates syndicaux essaient, elles aussi, de se frayer une voie vers le pouvoir. Cette voie, elles peuvent la trouver aussi bien, soit dans le compromis avec les élites de la République, soit dans le compromis avec la caste militaire, soit dans des manœuvres autonomes tendant à éliminer l'une et l'autre.

De toutes façons, la crise actuelle, si persiste l'apathie des masses ouvrières comme des classes moyennes, et tant que durera cette apathie des masses, qu'elle soit naturelle aujourd'hui ou qu'elle soit demain imposée par la dictature, signifie le renforcement du pouvoir, c'est-à-dire la domination accrue sur la France d'une élite ou d'une coalition d'élites. Dans la perspective la plus détestable, c'est évidemment le pouvoir de la caste militaire. Dans la perspective la plus évolutive, c'est évidemment le pouvoir de la nouvelle élite, encore qu'elle soit fort apte à la tyrannie. Dans la perspective la moins pessimiste, c'est le conflit entre ces différentes élites qui portera à un moment donné l'une d'elles ou plusieurs à tenter l'ouverture vers les masses, ce qui ouvrirait une perspective ultérieure de démocratisation.

Par ailleurs, il nous semble que l'expérience gaulliste s'accompagnera de la formation d'un parti anti-partis, du type R.P.F. modifié, sorte de « Phalange » ou « Légion des combattants » qui aurait une base locale solide en s'appuyant sur les activistes poujado-fascistes et les coqs de village réactionnaires. Il y aura certes une grande concurrence entre noyaux vichystes et noyaux gaullistes, noyaux réactionnaires et noyaux néo-fascistes. Et peut-être cette concurrence, parmi d'autres facteurs, empêchera la formation d'un parti unique qui serait le soutien durable de l'éventuel nouveau régime. Mais le danger demeure très réel d'une possibilité néo-fasciste appuyée, à la base, sur l'appareil de parti unique de « salut public », protégée au sommet par l'armée et dirigée par des « élites » sociologico-économiques.

Ceci nous indique clairement que la seule issue démocratique ne peut être entretenue que dans l'anti-gaullisme. Seulement, et j'y reviendrai, l'anti-gaullisme ne peut se borner à une attitude purement négative. Il doit élaborer ses programmes et ses perspectives.

Pour en revenir aux considérations sociologiques dont nous étions partis, il apparaît que la crise actuelle, en même temps qu'elle exaspère l'antagonisme fondamental de toutes les crises françaises depuis deux siècles, révèle des antagonismes nouveaux et présente des caractères nouveaux qu'on ne peut comprendre qu'à partir de transformations sociales de ces trente et singulièrement de ces quinze dernières années.

L'Assemblée nationale reflète toutes ces contradictions enchevêtrées. Et c'est parce qu'elle les reflète exactement qu'elle est paralysée. Ces contradictions peuvent être en principe tranchées dans un sens par l'action des masses ouvrières, si celles-ci n'étaient pas elles-mêmes réduites à un état semi-somnambulique par les directions politiques et syndicales de gauche ; cela ne veut pas seulement dire que ce sont les manœuvres ou les mystifications de ces directions qui empêchent la classe ouvrière de prendre conscience du rôle profond qu'elle pourrait jouer dans la bataille. C'est dire aussi que la classe ouvrière demeure à un stade de mue politique inachevée, atrophiée.

De Gaulle lui-même, par ses silences, son rôle passif de mythe en attente ces

dernières années, reflète ces contradictions. Son rôle actif de mythe, depuis le 14 mai, est comme l'idée-force qui annonce à la fois la désintégration et la reconstruction des contradictions. Mais il n'y a pas d'idée-force sans force sociale. Aussi, la force sociale qui tranche ces contradictions est aujourd'hui *l'armée*. Il faut maintenant entrer de plus près dans l'analyse de la crise actuelle.

Le pouvoir de l'armée.

Dans la poursuite ininterrompue des guerres coloniales et notamment la guerre d'Algérie, l'armée est devenue un corps énorme, dont l'importance est disproportionnée aux besoins dits de « défense nationale ». Dans le vide que provoque à la fois la mue sociologique du pays et la dislocation du régime parlementaire impuissant à accomplir cette mue, elle apparaît comme la seule force disposant des moyens pratiques pour s'emparer du pouvoir : plus d'un million d'hommes soumis à l'autorité absolue qui est l'autorité militaire. Seules lui manquaient :

1) une base de masses,

2) l'unité politique au sommet,

3) l'opportunité de renverser le régime.

Avec les événements d'Algérie, elle trouve une première base de masses dans le colonat algérien. Avec le nom de de Gaulle, elle trouve une seconde base de masses dans le néo-gaullisme qui se répand dans le pays. Avec le nom de de Gaulle, d'autre part, les divers clans qui se divisaient à son sommet s'unifient ou du moins se coagulent. Enfin, la crise actuelle est l'opportunité qui peut lui permettre d'abattre le régime.

L'armée était divisée en clans : clan vichyste, clan gaulliste, clan baroudeur-colonial, clan bureaucratique, clan militariste traditionnel, clan « arriviste » parlementaire ou franc-maçon. La force du régime était de domestiquer les cadres supérieurs en faisant jouer les promotions suprêmes en faveur des généraux « parlementaires ». Mais les guerres coloniales amenaient la promotion, du moins en prestige, des baroudeurs. A Salan, général « parlementaire » type, s'opposait Massu, général parachutiste baroudeur. Salan avait été du reste victime d'un attentat à Alger. C'est un baroudeur, Massu, qui devait déclancher le putsch. Mais le putsch devait entraîner derrière lui les bureaucrates et parlementaires d'état-major. Le premier résultat du putsch d'Alger est de coaliser Massu et Salan. Aussitôt après, le nom de de Gaulle sonne le remembrement général. Le nom de de Gaulle, provisoirement, et dans cette phase montante, estompe les contradictions de l'armée, parce qu'elle lui ouvre une perspective concrète : *le pouvoir*. La triade Massu-Salan-de Gaulle transforme la rancœur de la caste militaire à l'égard du régime républicain en aspiration à prendre le pouvoir.

Cette perspective est d'autant plus concrète que l'armée ne voit pas d'adversaire capable de lui résister sérieusement.

Aujourd'hui, le gouvernement parlementaire continue la guerre d'Algérie et accroît la force de l'armée, et en même temps il doit faire face à la rébellion de cette armée, comme s'il avait abandonné la guerre d'Algérie, sans gagner l'adhésion populaire en France que lui aurait attiré la paix en Algérie.

Quels que soient les développements futurs, on peut penser que d'ores et déjà l'armée a imposé au régime — l'ancien et le nouveau — sa forme : l'autorité. Pleins pouvoirs, réforme de l'Etat sont autant de traits de militarisation du pouvoir.

On peut dire également que même si d'autres élites du pouvoir se substituent à la caste militaire, ces élites useront de la forme autoritaire. Que le parti anti-partis en gestation sera de structure quasi militaire.

Ce qui n'exclut nullement la menace très précise de dictature militaire durable, où de Gaulle lui-même pourrait être remplacé par une junte de militaires activistes du type Massu.

Ceci nous montre encore que ce n'est pas à travers le gaullisme que nous pouvons fonder nos espoirs, mais dans des formules démocratiques d'un type nouveau.

Mais il est temps d'aborder le problème de Gaulle.

Sociologie, non psychologie de de Gaulle.

Le signe le plus incontestable de la régression qu'entraîne toute crise est le recours au thème du sauveur providentiel.

Mais il est une autre forme, laïque et intellectuelle, du mythe. Elle consiste à isoler la psychologie de de Gaulle en dehors de toute sociologie, à réduire toutes les données de de Gaulle au carac-

tère et au génie du général. De telles analyses permettent aux uns de tout craindre — n'est-il pas un général mystique convaincu d'incarner l'essence de la France — ou de tout espérer — n'est-il pas un homme d'honneur, fort et indépendant, qui ne peut en rien se comparer à un dictateur vulgaire ?

Certes, on ne peut faire abstraction de la personnalité de de Gaulle, comme de la personnalité de tout chef investi par des forces sociales hétérogènes, et qui peut jouer assez librement entre ces forces, en les faisant jouer les unes contre les autres.

Mais il faut d'abord poser que, quel que soit le caractère psychologique de de Gaulle, sa personnalité politique est déterminée par les forces sociales qui le soutiennent et qu'il soutient.

De Gaulle est un officier de formation monarchique et réactionnaire. Il est un représentant typique de la caste militaire. Mais sa carrière n'est pas indissolublement liée à l'histoire et aux valeurs de cette caste, à la différence d'un Pétain ou d'un Juin.

Avant 39, l'intelligence militaire de de Gaulle (qui en fait le théoricien de la guerre blindée) l'isole, mais certes *au sein* de sa caste.

A partir de juin 1940, au moment où l'armée en tant que caste prend le pouvoir en France, de Gaulle s'oppose à ce pouvoir pendant quatre années. Il est un de ces rares officiers qui perçoivent une contradiction entre la valeur suprême de l'armée — l'honneur — et l'ambition suprême de l'armée — le pouvoir. Dès lors, il s'appuiera de plus en plus sur les forces sociales de la résistance métropolitaire, c'est-à-dire un mouvement démocratique de gauche. Il devient nécessairement l'homme de la IVe République.

Après que se fût brisée la coalition de la résistance et que sur l'aile droite de la résistance aient conflué les forces sociales qui avaient appuyé ou accepté le régime de Vichy, de Gaulle devint l'homme d'un ordre autoritaire et moral, l'homme d'un rassemblement totalitaire parce qu'il veut détruire le système des partis (inséparable de toute démocratie). L'homme de Gaulle n'a peut-être pas changé. Le politique de Gaulle a adopté l'idéologie du P.S.F.

Aujourd'hui, que se passe-t-il ?

De Gaulle est poussé au pouvoir par les républicains sociaux (résidus réactionnaires du R.P.F.), les colons d'Algérie et l'armée française. Autour de cette triade convergente viennent s'agglomérer les forces réactionnaires du pays.

Dans un sens, de Gaulle est l'homme d'une dictature réactionnaire. Mais il faut tenir compte de certains éléments d'analyse.

1) Pour l'armée, de Gaulle est plus un Neguib, une image unificatrice à présenter aux foules, qu'un Nasser, le chef effectif de la congrégation militaire. Pour les colons, le mythe de Gaulle est un ersatz du mythe Pétain : il n'est pas directement leur homme.

2) Le rassemblement gaulliste, à l'heure où nous écrivons, n'est pas terminé, et peut même éventuellement se désintégrer.

Aujourd'hui se développe un gaullisme parlementaire, un gaullisme républicain, un gaullisme d'élites du pouvoir, un gaullisme de la paix en Algérie, un gaullisme du Commonwealth. Ce néo-gaullisme comprend :

a) des résistants républicains persuadés que de Gaulle une nouvelle fois peut sauver la République ;

b) des partisans de la paix en Algérie persuadés que de Gaulle seul peut et veut négocier en Algérie dans l'intérêt des deux parties et sauver l'Union Française sous forme d'un grand commonwealth ; seul de Gaulle a la conscience des véritables données du problème, le sens de l'évolution historique, l'honneur personnel qui donne confiance au monde musulman, et l'autorité qui peut faire admettre aussi bien au colonat d'Alger, à la réaction française et à l'armée une solution transigée de la guerre d'Algérie;

c) des parlementaires et hommes politiques de divers partis qui, pensant que l'accession au pouvoir de de Gaulle étant inévitable, il convient de s'inscrire dans le cadre du Parlement, avec le moins de heurts possibles, pour amortir le choc porté aux institutions. Ils pensent qu'en proposant leurs services à de Gaulle, ils pourront orienter et contrôler l'expérience et écarter l'influence des militaires. Ces rusés du Parlement sont des Ulysses qui s'opposent au cheval de Troie militaire en introduisant leurs poulains dans le cheval. Avec toutes les ressources de leurs ruses, en attendant que passe l'orage, c'est-à-dire que soit surmontée la crise. C'est, s'ils sont présents autour de de Gaulle pendant la crise, le contrôlant et l'orientant,

qu'après la crise ils pourront revenir au jeu normal des institutions.

Dans cette logique, si de Gaulle n'y met pas d'intransigeance, une majorité parlementaire qui appelle et consacre de Gaulle peut se dégager rapidement. Les hommes politiques du Parlement peuvent prendre place parmi ses ministres.

Ainsi, dans le sillage de de Gaulle viennent converger des forces contradictoires, et ces contradictions réelles vont se trouver en résonance avec les contradictions de l'homme de Gaulle lui-même, tiraillé entre le de Gaulle de 40-44, le de Gaulle du R.P.F., le de Gaulle militaire de caste, les divers de Gaulle étant transcendés aux yeux de l'ermite de Colombey-les-deux-Eglises par l'image unificatrice qu'il a de lui-même : il se sent habité par l'essence invisible de la France éternelle.

Toutes ces complexités et les contradictions du rassemblement gaulliste ouvrent la voie à une pluralité d'hypothèses :

— ou bien nous verrons s'établir durablement le pouvoir d'un de Gaulle souverain, surmontant les diverses élites qui se partagent le pouvoir, et arbitre durable de ces élites du pouvoir, un peu comme Louis XIV arbitre de la bourgeoisie et de l'aristocratie ; ce de Gaulle réussirait à s'affirmer comme un souverain constitutionnel et préparerait même, pour lui succéder, la restauration d'un ordre monarchique ;

— ou bien de Gaulle ne serait qu'un moment transitoire de la vie française, où il se bornerait peut-être à trancher le problème algérien, pour faire place soit à un régime autoritaire protégé par l'armée, soit au retour du régime parlementaire plus ou moins amendé. Dans toutes ces hypothèses, il ne faut pas exclure la formation d'un parti antipartis, ses possibilités d'implantation durable, mais également ne pas exclure les rivalités et déchirements qui pourraient empêcher le règne d'un parti totalitaire.

Il y a encore tant d'inconnues et tant de variables dans les données du problème qu'il est difficile de prédire avec certitude. Ce que nous pourrions avancer, c'est la probabilité très réelle d'une dictature et d'autre part l'idée que la solution du problème algérien déterminera l'évolution future de la crise.

Le problème algérien et de Gaulle.

Car tant que le problème algérien ne sera pas résolu, la crise ne sera pas encore résolue, même si le pouvoir fort d'un de Gaulle s'est déjà substitué au gouvernement parlementaire.

On peut penser que si de Gaulle ne peut résoudre assez rapidement le problème algérien, il sera à son tour éliminé de la scène politique. Peut-être même, quoique je la croie actuellement peu probable, l'action des masses françaises (qui aurait pu déterminer la fin du conflit dès 1954-56) pourra peser dans ce sens favorable.

Il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle de Gaulle semble capable, aussi bien aux yeux des insurgés algériens que des Tunisiens ou des Marocains qu'aux yeux de la droite et de la gauche française, de résoudre le problème algérien. Pour les uns, il le règlerait dans le cadre d'une « communauté franco-nord africaine » qui reconnaîtrait la nationalité algérienne ; pour les autres, il serait l'artisan d'une victoire politico-militaire sur le F.L.N. qui se traduirait par un intégrationnisme soustellien, dans le cadre d'un statut particulier. D'autres solutions peuvent être encore envisagées, comme par exemple sur le modèle des deux Irlandes.

Pour ma part, la probabilité d'une solution gaulliste du problème algérien n'est qu'une probabilité et non une certitude. D'autre part, cette solution ne sera pas la « victoire » militaire. Certes, une victoire serait possible si étaient employées des méthodes d'extermination massive, de terreur absolue. Mais dans le contexte international actuel, ces méthodes semblent très difficilement applicables. Donc il nous semble que la solution de Gaulle serait un compromis aux moindres frais avec les nationalismes nord-africains dans le sens d'une Union fédérative.

Ce serait dans un sens l'acceptation de ce qu'aucun gouvernement de la IVe République n'avait osé accepter. L'acceptation de la politique dite défaitiste. Mais l'armée peut accepter cette défaite en Algérie si elle est compensée par la victoire en France. L'armée peut même à la rigueur accepter de perdre toute l'Afrique si elle devient maîtresse du pouvoir en France. Elle est capable de consacrer la perte de l'Algérie en en rendant responsable la République, exactement comme en 1940 elle accepta la zone rabougrie de Vichy à condition d'y être souveraine. Elle pourra d'autant plus accepter cette opération que la personne

mythique de de Gaulle transformera par magie cette défaite en victoire.

Tant que de Gaulle demeurera une personnalité fortement mythique, il ne saurait, quoi qu'il fasse, corrompre le capital inaltérable de l'honneur national et militaire dont il est le dépositaire ; il ne saurait être celui qui abdique et qui concède, quoi qu'il concède ; il ne peut attenter à son essence propre qui est d'être le sauveur. Homme seul, il ne peut se permettre ce que l'armée et le Parlement n'osent se permettre en tant qu'institutions. Il peut, en revanche, se permettre de jouer ce rôle sacrificiel, parce qu'il serait par là même sauveur, c'est-à-dire sacrificateur. Il immolerait les mauvais génies, c'est-à-dire le régime des partis, c'est-à-dire la démocratie. Et sur lui rejailliraient en hommage le soulagement et l'allégresse de la paix retrouvée et de la paix sauvée. Dans le sens de cette logique magique, de Gaulle est bien l'homme providentiel.

Les Ulysses et Achille.

Si la paix est conclue en Algérie, les causes les plus directes de la crise du régime seraient éliminées. Mais le régime aurait déjà été éliminé.

On comprend donc le calcul des Ulysses parlementaires qui appellent de Gaulle au pouvoir, tout en essayant de sauver l'essentiel du régime, afin qu'une fois le problème algérien résolu, leurs fils arachnéens se tissent rapidement autour du dangereux sauveur pour le paralyser d'abord, puis pour l'éliminer. Cincinnatus retournerait à son village. De Gaulle n'aurait été, si l'opération réussit, qu'un mauvais moment salutaire à passer. L'armée serait frustrée de sa victorieuse défaite.

Certes, il ne faut pas sous-estimer les ressources de la ruse. Une fois la paix assurée en Algérie, une dislocation de la coalition gaulliste, puis sa désintégration en chaîne peut même être envisagée: le colonat algérien abandonnera de Gaulle. L'armée se diviserait à nouveau puis une partie du gaullisme virerait à nouveau au parlementarisme, comme ce fut le cas après la victoire à la Pyrrhus du R.P.F.. Au cours de ce processus, une partie de l'opinion, lassée du chef trop mystique et autoritaire, se reprendrait d'affection pour les vieux partis. Rien n'embellit mieux le régime parlementaire que sa vacance. Dans ces conditions, poussés par un mouvement d'opinion démocratique — le mouvement qui leur fait défaut aujourd'hui — les Ulysses retrouveraient le pouvoir.

Mais réfléchissons : il n'est pas dit que de Gausse résolve dans l'immédiat le problème algérien. Au cours d'une période d'attente, qui peut être de plusieurs mois, il peut consolider son pouvoir et instaurer une dictature fortement structurée sur l'armée et le parti antipartis.

Il y a donc un danger très réel d'une *dictature durable* des élites bornées et réactionnaires ; caste militaire, Eglise catholique, technocratie disciplinaire, cadres et apparatchiks d'un futur parti unique. Tout cela avec ou sans de Gaulle. Certes, le jour de la dislocation viendra, comme dans toute dictature, lorsque celle-ci deviendra plus qu'odieuse à la masse de la population, et lorsque les antagonismes au sommet deviendront conflits. Mais quand ?

Les Ulysses sont-ils des Gribouilles ? A considérer la situation selon une sociologie strictement déterministe, ce sont des Gribouilles. Mais si l'on considère toutes les possibilités d'une situation confuse, il n'est pas exclu que les Gribouilles soient des Ulysses empruntant la subtile dialectique de Joseph Prud'homme dont le sabre servait aussi bien à défendre les institutions qu'à les combattre.

***

De toutes ces réflexions, où le lecteur est prié de ne pas confondre hystériquement jugement de valeur et jugement de réalité (prévoir des possibilités n'est pas envisager favorablement ces possibilités, sinon dans une logique magique), il ressort que dans la confusion du présent et les incertitudes de l'avenir, le problème n° 1 est posé par le danger de l'armée. Sans l'armée, de Gaulle serait une sorte d'Eisenhower français. Il n'y a pas de dynamique fasciste qui pousse de Gaulle au pouvoir parce qu'il n'y a pas un parti de masses fasciste en activité présentement. C'est l'armée, qui joue son rôle traditionnel de restauration bonapartiste. Mais le danger de l'armée est lié au colonialisme français, lequel fait partie intégrante du système de la IVe République. Le danger de l'armée est lié aussi à l'insuffisance démocratique de la IVe République.

En bref, on ne peut envisager comme solution la reconduction pure et simple du système de la IVe République dont

les tares sont exactement celles, bien connues, de la IIIe République.

La solution n'est donc pas dans la reconduction du système antérieur, mais dans sa transformation. La résistance, en 1940-41, prit conscience d'elle-même en liant la critique du vichysme à la critique de la IIIe République. *De même, nous ne pouvons envisager une issue qu'en liant la critique du gaullisme à la critique de la IVe République.*

Mais l'expérience nous montre que la résistance s'est lourdement trompée, faute d'avoir su entreprendre une critique plus lucide et plus radicale. Il nous faut aussi faire la critique de ces idéologies de résistance, insuffisamment démythifiées.

La transformation salutaire ne peut s'opérer que dans une prise de conscience collective à l'échelle de la classe ouvrière et de nombreuses couches des classes moyennes, et dans une intervention active des masses dans le sens de cette prise de conscience.

Cette prise de conscience n'est pas seulement celle du danger fasciste, mais des structures même de ce danger : les systèmes d'intérêt et de castes existant au sein même de la république, le colonialisme et le nationalisme.

Cette prise de conscience doit dissiper le fétichisme déjà fort usé de la « légalité républicaine » puisque c'est par cette légalité que peut s'introduire la dictature.

Enfin, elle doit conduire à une critique radicale, non pas du système des partis, indispensable à toute vie démocratique, mais des grands appareils de partis qui pervertissent ou étouffent toutes les aspirations qu'ils sont censés devoir transmuter en action politique. La critique radicale des trois grands partis de gauche est inséparable de la critique nécessaire née de la crise. Elle entraîne la critique du « front populaire », qui est l'union de ces partis dont l'un porte en lui les vices les plus criants du stalinisme, l'autre les vices les plus criants de la social-démocratie, et le troisième les vices les plus criants de la corruption du régime.

Ainsi, si pour nous la crise doit être l'occasion d'une analyse en profondeur et d'une exigence de solution en profondeur, la base première d'une solution au problème français serait la construction d'un mouvement socialiste autonome de type nouveau, qui unisse en lui l'héritage des traditions démocratiques et révolutionnaires.

En un mot, c'est la résurrection de la gauche, et son unification sur des bases non mythifiées.

Ce mouvement pourrait établir le seul régime qui évite les vices de la république bourgeoise, les dangers de la dictature militaire ; le seul qui puisse affaiblir et contrôler le système des élites du pouvoir (je ne dis pas détruire, car la solution du problème du pouvoir, si elle vient un jour, sera liée à une phase longue de l'évolution sociologique et technique, qui transformera progressivement toutes les classes sociales en intelligentzia). Ce régime c'est la démocratie socialiste.

La démocratie socialiste — dont nous pouvons préciser les exigences à la lumière des événements de Pologne et de Hongrie — se fonde, d'une part sur un système de conseils démocratiques généralisés à tous les échelons de la vie économique, sociale, politique, et, d'autre part, sur le développement des libertés publiques, sur la séparation des pouvoirs, sur un régime de double assemblée, l'une élue au suffrage universel, l'autre élue par les conseils de toutes les branches de l'activité sociale.

Ces solutions ou perspectives peuvent sembler aujourd'hui irréalisables. Il semble presque que seule l'expérience réelle du stalinisme puisse totalement laver la classe ouvrière de la mythologie stalinienne. Il semble que la critique des bureaucraties et des appareils, politiques ou syndicaux, de la gauche soit à peine amorcée, sinon au sein d'une infime minorité. Et il semble que cette minorité radicale soit elle-même partagée entre les vieux mythes léninistes et des aspirations qui n'ont pas encore élaboré une théorie, un programme, une stratégie.

Ces solutions semblent d'autant plus irréalisables que nous entrons peut-être dans une ère de longue dictature, et que la navette idéologique et historique renvoie actuellement de l'un à l'autre des trois termes : fascisme — parlementarisme — communisme stalinien. Mais si l'on croit qu'il faut briser cette navette, alors c'est la seule voie possible.

Il faut savoir que la montée des élites du pouvoir contrariera longtemps et durablement nos aspirations. Mais il faut savoir également que la mue profonde des sociétés au XXe siècle, dont la mue française — qui risque de produire un monstre — n'est qu'un des aspects, favorise à longue échéance les exigences

aujourd'hui utopiques de démocratie socialiste.

Ce n'est pas parce que nous risquons pour longtemps d'être dans la nuit d'une dictature odieuse, où nos moyens mêmes d'expression seront étouffés, qu'il nous faut abandonner nos solutions fondamentales.

Ce n'est pas parce que la dictature entre en scène que la liberté et la démocratie cessent d'être des valeurs.

Inversement, ce n'est pas le régime qui a conditionné la dictature qui doit devenir notre valeur suprême.

Nos forces sont peut-être aussi isolées, aussi dispersées que celles du socialisme en 1840. Mais la logique de la botte ne prouve rien, sinon que les grandes idées ne se fondent pas sur une perspective immédiate, mais sur les mouvements historiques de grande amplitude.

La crise doit nous permettre de clarifier le problème : elle doit nous révéler la seule issue authentique, plutôt que réhabiliter les issues qui ont fait leurs preuves lamentables ou sinistres. Aussi, loin d'abdiquer nos solutions, nos exigences, nos valeurs, nous les proclamons encore plus haut et plus clair.

Malheur à nous si nous entrons dans l'ère de la dictature militaire. Mais plus grand sera le malheur si nous ne tirons pas les leçons de ce malheur.

Certes, tout est préférable à une dictature de l'armée, et je n'hésiterai jamais à la tactique du moindre mal. Je comprends même que dans le désarroi actuel certains ne cherchent d'autre issue que dans le moindre mal. Mais si l'on veut résoudre un jour le problème de la dictature de l'armée, il faudra s'en prendre à la situation sociologique qui rend possible cette dictature de l'armée. Il faut s'attaquer au problème de la caste militaire, et de l'existence même de l'armée. Il faut aborder le système du pouvoir, de façon radicalement critique. Il faut s'attaquer au problème de l'élite du pouvoir des castes, des synarchies et des appareils. Et là encore l'issue est dans le socialisme démocratique international.

Tant que cette fraction d'humanité que représente la France n'aura pas atteint ce stade, nous retomberons dans le cycle infernal des républiques formelles, des armées permanentes, des poussées dictatoriales d'appareils, partis totalitaires ou castes du pouvoir.

EDGAR MORIN.
22-28 mai 1958.

LE GAULLISME ET LA CRISE DU REGIME

Du 13 mai au 1er juin, chacun s'est situé face à l'événement, et seulement face à l'événement. Nous voulons dire : face au coup de force d'Alger et à la candidature de de Gaulle au pouvoir. De là des attitudes réflexes et un pouvoir fascinant des dilemmes : de Gaulle ou la guerre civile ; de Gaulle ou la défense de la république ; le fascisme ou le front populaire. Il est bien vrai qu'il y a des situations qui appellent un engagement immédiat et ne laissent d'autre choix qu'un oui ou un non. Mais étions-nous en face d'une telle situation, l'événement engendrait-il nécessairement une alternative, ou l'une des alternatives communément formulées ? N'était-ce pas plutôt faire de l'événement un *mythe* que de le prendre pour seule référence en refoulant dans l'ombre le contexte dans lequel il se produisait ?

En réalité, nous avons été les témoins d'une crise qui a atteint simultanément, dans leurs fondements, les institutions bourgeoises et les institutions prolétariennes. Crise dont les signes étaient depuis longtemps manifestes, mais qui a éclaté avec une intensité telle qu'il était tout à fait vain d'en imaginer le dénouement dans des termes propres à un régime révolu.

Il était illusoire d'appeler à défendre la république au moment où celle-ci s'était déjà métamorphosée aux yeux de tous en autre chose qu'elle-même. Illusoire, davantage encore, d'opposer à la menace fasciste la revendication d'un front populaire au moment même où les syndicats et les partis se voyaient désertés et, réduits à leurs noyaux d'activistes, ne pouvaient que balbutier des recommandations de vigilance.

La première tâche était et demeure de comprendre le sens de la crise.

La décomposition du pouvoir politique.

Le coup de force d'Alger a consacré un divorce depuis longtemps latent entre la population française d'Algérie et la métropole. Pour en apprécier la profondeur, il faut reconnaître la situation des deux parties. En Algérie, une société que ses intérêts soudent dans une unité idéologique, un mouvement de masse depuis longtemps organisé (dans les milices, les associations municipales, d'anciens combattants, d'étudiants, etc.), une armée qui tend à être un appareil policier au service de la population, évolue cons-

tamment sous la pression du mouvement de masse, concentre en elle progressivement tous les pouvoirs, et en raison de sa structure propre s'adapte naturellement aux fonctions d'un nouvel Etat. En France, une société de plus en plus déterminée *en fait* par la guerre d'Algérie — tant sur le plan économique que sur le plan idéologique — mais qui refuse, *dans tous ses secteurs*, de mettre la guerre au centre de ses activités. La métropole envoie des hommes et du matériel en Algérie, elle s'épuise financièrement, elle compromet sa situation économique, mais elle ne se mobilise pas en fonction d'une politique de guerre. Le patronat continue de viser la paix sociale, l'expansion économique ; les gouvernements successifs continuent de mener la guerre, dans les limites du possible, aux moindres frais ; la droite la plus belliciste refuse de voter les impôts nécessaires, la gauche officielle participe activement à entretenir l'équivoque (P.S.) ou bien couvre sous une phraséologie pacifiste son inaction (P.C.). La discordance qui existe entre la politique d'Alger et celle de Paris couvre donc une discordance profonde entre l'intérêt général de la bourgeoisie française et l'intérêt particulier d'une bourgeoisie coloniale.

Que les gouvernements n'aient pas cessé de céder devant le chantage exercé par les colons ne doit pas cacher que la bourgeoisie dans son ensemble a résisté (à sa manière) à la guerre, qu'elle a refusé de s'y engager entièrement, d'affronter ses risques (une reconquête de la Tunisie et du Maroc) et la perspective d'un bouleversement social et politique en France qu'elle impliquait. Ce qu'on peut seulement dire c'est que l'intérêt général de la bourgeoisie a joué comme un régulateur au sein d'un processus que gouvernait l'intérêt particulier de la bourgeoisie coloniale.

La question se pose alors en ces termes : pourquoi l'intérêt général de la bourgeoisie n'a-t-il pas prévalu ? Il est possible et juste de répondre que ce qui agissait en Algérie n'était pas seulement l'intérêt d'un groupe de la classe dominante, mais que ce groupe agglomérait autour de lui une population entière, toutes couches sociales confondues, dont le poids ne pouvait être que décisif en regard d'une société métropolitaire dont la division idéologique minait la force. Réponse partielle puisqu'elle vaut exclusivement dans la situation actuelle et ne saurait s'appliquer à la guerre d'Indochine, mais qui peut être complétée par une autre d'ordre psychologique, souvent proposée : la bourgeoisie et la petite bourgeoisie française hantées par la grandeur passée de l'impérialisme français sont incapables de s'adapter aux rapports de forces nouveaux qui règnent dans le monde et de liquider les formes périmées de la domination coloniale.

Cependant, ces deux réponses sont insuffisantes car elles laissent de côté un aspect essentiel de la situation de la bourgeoisie qui concerne la nature de son pouvoir et non seulement celle de ses relations avec les pays colonisés. Si l'intérêt général de la bourgeoisie ne parvient pas à prévaloir, c'est qu'il n'y a aucune instance susceptible de l'exprimer. Nous ne voulons pas dire que dans les régimes de démocratie bourgeoise cette expression existe normalement. La rivalité des différentes couches bourgeoises et la lutte active que se livrent des groupes d'intérêts privés, liés à des branches différentes de la production et du commerce, prive l'Etat de la cohésion nécessaire pour résoudre les questions politiques ou économiques qui engagent le sort des classes dominantes sur une longue période. En ce sens, la formule marxiste qui fait de l'Etat l'instrument de domination des classes dirigeantes n'est exacte que grossièrement, si l'on entend par là que cet instrument ne sert jamais les intérêts des couches exploitées... Il n'en est pas moins vrai que la décomposition du pouvoir politique a atteint, en France, ces dernières années, un degré tel que la question de la nature de l'Etat s'est trouvée objectivement posée.

Comment en est-on arrivé là ? On ne saurait ignorer cette question sans rendre inintelligible l'avènement du gaullisme et sa dynamique propre.

Pour le dire brièvement, il nous semble que cette situation naît d'une contradiction entre deux processus. Le premier c'est l'extension considérable des tâches de l'Etat, depuis la Libération, c'est l'intervention croissante, directe et indirecte, de l'Etat dans la vie économique nationale, tandis que depuis 1949 s'effectue une expansion rapide de la production et que se modifient les méthodes traditionnelles d'exploitation de la classe ouvrière par le patronat. Le second processus, c'est l'éparpillement des forces politiques qui depuis l'échec du tripartisme tend à rétablir un type de domination adapté à la situation sociale de l'entre-deux-guerres. Ces deux processus

sont effectivement contradictoires, car le premier requiert une unification croissante du régime politique et un nouveau type d'intégration entre la bureaucratie d'Etat, la bureaucratie politique et la bureaucratie syndicale ; en un mot, il tend à faire prévaloir un modèle d'organisation de type anglo-saxon. Remarquons, d'ailleurs, qu'une tendance s'affirme en ce sens ; le tripartisme, pendant une période, ébauche une nouvelle structure politique ; par la suite, le R.P.F. et le mendésisme, bien que par des voies très différentes, cherchent à constituer des mouvements de masses à la mesure des exigences nouvelles de l'Etat et des rapports nouveaux de production ; enfin les partis, ou du moins certains d'entre eux, se transforment : le P.S. et le M.R.P. se répartissent les postes dans l'appareil d'Etat et les entreprises nationalisées en même temps qu'ils cherchent à contrôler des couches de salariés par l'intermédiaire de leurs appendices syndicaux ; ils réalisent donc à une échelle limitée une fusion entre des fonctions hétérogènes tandis que cette puissance nouvelle se traduit par un renforcement considérable des appareils qui assurent leur monolithisme.

Cependant, ce processus ne parvient pas à se développer. Alors qu'échouent les entreprises de restructuration politique, le morcellement des partis s'accentue au contraire dans une période récente (naissance du poujadisme, scission radicale, etc...). Cet épanouissement du multipartisme tient à des causes multiples et hétérogènes qui n'ont pas fait l'objet jusqu'à maintenant d'une analyse d'ensemble. Sans doute faudrait-il tout à la fois faire entrer en ligne de compte la mentalité des couches bourgeoises en France, l'influence particulière qu'exercent certaines couches sociales (paysans, petits commerçants) sans rapport avec leur fonction réelle dans la production, le rôle enfin qu'occupe le P.C. qui, rejeté hors du circuit politique, interdit la polarisation de la masse électorale autour d'une organisation de type travailliste et prive l'Etat du soutien des couches sociales qui sont parmi les plus favorables à son intervention dans la vie nationale. Ce dernier facteur est décisif. Il signifie que l'évolution de la société française est déterminée en profondeur par les rapports internationaux, c'est-à-dire par la lutte des deux blocs U.R.S.S.-U.S.A.. En effet, ni la politique, *en fait* réformiste, que pratique le P.C., ni les motifs de ceux qui lui donnent leur suffrage n'expliqueraient son exclusion de la sphère de l'Etat. Mais cette exclusion a pour conséquence, comme on l'a souvent noté, de revaloriser artificiellement la droite traditionnelle et de paralyser les formations de gauche ou de centre-gauche.

Quelles que soient ses causes, le multipartisme a des effets fort clairs : l'Etat ne peut faire face à aucune situation neuve qui exigerait une réponse bouleversant le statu quo des partis. Non seulement, comme nous le disions, le « modèle » politique ancien est inadéquat, mais tout se passe comme si les modifications qu'il a subies depuis la guerre n'avaient fait qu'accentuer la paralysie du système, les nouvelles fonctions de l'Etat le liant plus profondément aux partis et le privant de la marge de jeu qu'il avait encore dans l'ancien système.

C'est en ce sens que, peut-on dire, la guerre d'Algérie posait un problème que le régime ne pouvait résoudre.

La double identité du gaullisme.

Situé dans le cadre de la crise des institutions bourgeoises, le gaullisme prend un sens. A nos yeux il a une identité double. Dans la situation actuelle, il est à la fois agent de guerre et agent de paix sociales. Il répond d'une part aux exigences du mouvement de masse d'Alger, dont la dynamique aveugle conduit à la guerre illimitée et à l'alignement de la bourgeoisie métropolitaine sur la politique des colons, d'autre part aux exigences de cette même bourgeoisie qui a besoin d'un pouvoir fort, capable de faire prévaloir ses intérêts et de réduire au silence les minorités indisciplinées. D'une certaine manière, de Gaulle est le point de rencontre entre le fascisme et le mendésisme. Le fait que des éléments de l'un et l'autre bord aient pu se réclamer de lui ne tient pas seulement à la qualité de ses silences et à l'habileté de ses premières démarches (concessions simultanées au parlement et au mouvement d'Alger) ; il traduit une ambiguïté objective que seule la dynamique des événements (et non le caractère du général) viendra dissiper.

Mais sur ce point, il vaut la peine de s'arrêter, tant il paraît évident aux yeux de l'extrême-gauche d'identifier gaullisme et fascisme.

Il est sûr qu'ont été posées en Algérie — et ceci depuis longtemps — les prémisses d'un fascisme. Le regroupement des forces d'extrême-droite en France, la multiplication en métropole de comités de salut public, sous le couvert

d'un soutien au général, pourraient en préciser la menace. On ne peut exclure que celle-ci prenne corps, si certaines conditions sont réunies dont nous parlerons plus loin.

Mais il faut convenir simultanément que la dynamique des forces sociales en France va dans un tout autre sens. Parler de fascisme, comme le font certains, sans s'attarder à considérer les rapports entre le patronat et les travailleurs dans la métropole est une aberration. Or ces rapports ne composent pas du tout une situation pré-fasciste. Prend-on le terme dans une acception générale, sans prétendre en chercher la définition exclusive dans des situations historiques passées, le fascisme implique une dictature soutenue par un mouvement de masses, l'écrasement de la classe ouvrière et son exploitation forcenée, un accroissement rapide de la production lié à une politique de guerre. Il ne suffit pas d'observer qu'il n'y a pas actuellement de parti gaulliste de masse, que la classe ouvrière n'a pas été vaincue, qu'il n'existe pas de perspective pour une idéologie belliciste. (Qu'on considère la place de la France dans le monde.) Il faut encore remarquer que l'économie française se trouve en pleine expansion, que règne le plein emploi, que l'objectif central pour le patronat depuis ces dernières années est d'obtenir des ouvriers le maximum de coopération à la production, que tout son effort vise l'intensification du travail et la qualité du produit, et non la réduction du niveau de vie ouvrier, bref que ses méthodes et sa mentalité se sont adaptées aux nécessités d'une grande industrie moderne et en ce sens, pourrait-on dire, se sont américanisées. Non seulement ces nécessités ne s'évanouiront pas demain, elles ne feront que s'accentuer avec la situation créée par le marché commun. Demain plus qu'hier, l'objectif du patronat français est de poursuivre une politique d'expansion et de maintenir la paix sociale. L'installation d'une dictature fasciste est à l'opposé de ses intérêts et, ce qui est aussi important, de sa conduite effective.

Certes, on peut imaginer une aggravation de la situation financière, l'arrêt d'importations essentielles, un recul de la production, une crise en liaison avec une récession aggravée de l'économie américaine, une importante réduction du niveau de vie, qui fourniraient les conditions d'une dictature. Cette hypothèse n'est pas exclue si la guerre d'Algérie continue longtemps d'exercer ses ravages. Mais, de toutes manières, un tel processus demandera du temps. Les prochains mois ne sont pas la première étape d'un processus fasciste dans lequel nous serions déjà engagés. Ils verront plutôt la tentative d'endiguer le courant fasciste et de transformer pacifiquement l'Etat.

Notre problème.

Ce qui nous paraît essentiel dans cette période, c'est qu'il est devenu, sinon impossible, du moins tout à fait vain de se raccrocher aux institutions politiques traditionnelles. La présence au gouvernement de parlementaires ne doit pas dissimuler que les partis sont voués à une désagrégation. Nous avons tenté de dire pourquoi, en commençant. Du même coup s'émiette le prestige de ceux qui jugent de la politique en termes de compromis, ou de manœuvres dans le théâtre du parlement. La politique redevient l'affaire de tous comme chaque fois qu'elle apparaît une affaire sérieuse, indissociable de la lutte sociale directe.

Qui ne voit que la crise a secoué les institutions du mouvement ouvrier aussi profondément que celles de la bourgeoisie ? Qui ne voit que dans la faillite des syndicats et des partis dits d'extrême-gauche s'inscrit *notre* problème ?

Le coup de force d'Alger a fait soudain apercevoir le vide des organisations ouvrières. On pouvait le pressentir depuis longtemps. Occupées à dénombrer leurs électeurs, elles étaient en fait désertes. Mais l'étendue de ce désert ne s'est révélée que lorsqu'ont résonné les appels vains à la défense de la république.

Il n'est plus temps de s'ingénier à masquer ce vide. La servilité des syndicats envers les gouvernements en place, l'opportunisme médiocre des partis, il n'est plus temps, non plus, de les justifier au nom d'une prétendue efficacité. Après le triomphe de de Gaulle, les mérites de l'efficacité tels qu'on les loue dans le P.C. apparaissent comme une tragique bouffonnerie.

Il faut reconnaître enfin qu'il est impossible de penser en termes d'action sans penser en termes de vérité. Reconnaître que la résistance au nouveau régime, la lutte contre les tentatives fascistes ne seront possibles qu'en fonction d'une critique radicale du régime ancien et d'une recherche de nouvelles voies d'organisation révolutionnaire.

CLAUDE LEFORT.

9 juin 1958.

POST-SCRIPTUM

ALAIN TOURAINE :

Le régime a changé ou, du moins, nous vivons la première phase d'une crise.

Les raisons de notre opposition à de Gaulle et à tout ce qu'il a rendu possible ne varient pas. Mais elles ne suffisent plus.

Le problème algérien est devenu le problème français, qui ne peut être compris sans une analyse des réalités économiques et sociales qui, oubliées, négligées ou mal comprises, n'en restent pas moins déterminantes.

Si de Gaulle n'est pas un arbitre, son gouvernement est un compromis — en grande partie involontaire — entre l'Algérie militaire ou fasciste et la France prospère, désorientée, ennemie de la crise.

Son avenir et les chances de la gauche ne peuvent être compris que par une interprétation d'ensemble des positions et des réactions des diverses forces sociales à l'égard des perspectives ouvertes par le coup de force.

EDGAR MORIN :

C'est au cœur même de la crise que nous avons tenté ces premières analyses. Nous sommes prêts non seulement à reconnaître les erreurs d'appréciation que nous avons pu commettre mais à réfléchir sur les causes de ces erreurs.

L'autocritique continue et ouverte est un gage essentiel de sérieux et d'honnêteté. Aujourd'hui, plus que jamais, il faut voir clair et juste.

Je constate que dans mon article j'ai traité trop légèrement de certains aspects de la crise. Je les indique sommairement, avant d'y revenir dans un numéro ultérieur :

1° En Algérie s'effectue un processus fasciste selon une logique sociologique naturelle qui est celle du colonat français, face aux masses musulmanes d'une part, face à la métropole de l'autre. En France, par contre, ce processus n'était qu'embryonnaire. La mue française n'appelait pas naturellement le fascisme, mais un système nouveau dont le mendésisme fut une incertaine préfiguration. Comment vont interférer ces deux dynamismes, de caractère hétérogène et contradictoire ? Dans quelle mesure de Gaulle peut-il arbitrer entre ces deux forces (le fascisme algérien et le néo-capitalisme progressif) ? Dans quel sens ?

2° Je n'ai pas tenu compte du contexte international et de ses transformations possibles. Si la récession économique américaine est le signe d'une crise économique grave qui peut frapper tout le système capitaliste occidental, si d'autre part les Etats-Unis s'avèrent incapables de canaliser dans un sens occidentalisant une grande partie des forces nouvelles du Tiers Monde, alors il est possible qu'une solution de choc, telle qu'elle s'élabore à Alger, devienne le modèle de la résistance suprême du monde occidental menacé de toutes parts.

Inversement, si la récession américaine se résorbe, si la crise internationale de l'hégémonie américaine ne devient pas catastrophe, il est possible que la pesée des systèmes démocratiques-parlementaires d'Occident empêche une mue française de type fasciste.

Ces quelques remarques nous invitent donc à un examen approfondi de la situation. Elles font apparaître du même coup l'énorme retard de notre pensée face à l'évolution du monde depuis deux décades.

LA NOUVELLE REFORME

AU SOMMAIRE DU N° 3

Edgar Morin : Le ver et le fruit.

Rudolf Hilferding : Le problème historique.

Earl Browder : Karl Marx et l'Amérique.

Des chroniques et des notes d'*Edith Thomas, Pierre Brochon, René Coudrier, Pierre Fougeyrollas, Pierre - Bernard Marquet.*

Une interview de *A. Bensid.*

et « La Palabre », par *Pierre Hervé* (Où sont les Staliniens ?)

Dans ses numéros précédents *La Nouvelle Réforme* a publié des textes de *Howard Fast, Leszek Kolakowski, Georges Lukacs, Boris Polevoï, Ignazio Silone ;* des études et des chroniques de *Joseph Clark, Jean Duvignaud, John Gates, Daniel Guérin, Edouard Kardelj, Auguste Lecœur, Frank Marquart, Pierre Naville, Fabrizio, Onofri, André Philip, Jean Rous.*

« *Silence* », drame en trois actes de *Roman Brandstaetter*, et « La mort dans l'âme », par *Ranko Marinkovitch.*

Le numéro : 290 francs. L'abonnement pour 6 numéros : 1 500 francs. C.C.P. 2968-76 Paris. 3, rue du Temple, Paris-4e.

PREUVES

publie, sous la direction de F. Bondy dans son numéro de *juin*.

Boris Pasternak : Le fruit des années terribles.

Alberto Moravia : Entretien avec Pasternak.

Lettre de Vienne : *Thomas Schreiber*, Destin des émigrés hongrois.

Lettre de Damas : *Louis Mercier*, La fin d'un complexe d'infériorité.

Lettre de Budapest : Un pays sans illusion.

Preuves, 23, rue de la Pépinière, Paris VIIIe
Le n° de 96 p. ill. : 230 fr.
C.C.P. Paris 178-00

PASSATO E PRESENTE

Sommario n. 3

Armanda Guiducci : Estetica e marxismo : G. Lukacs.

Filosofia della prassi ed empirismo logico : *Emilio Agazzi*, Introduzione al problema. *Roberto Guiducci*, Partecipazione scientifica.

Sul rapporto tra economia e politica : *R. Lombardi*, Scienza economica militante.

Daniel Guérin, *Albert Soboul*, Robespierrismo e rivoluzione.

Realta' Italiana

C.P., Guerra di religione.

Alessandro Pizzorno, Un' iniziativa per l'organizzazione della cultura : l'Associazione italiana di scienze sociali.

Mondo Contemporaneo

Enzo Collotti, L'esperienza della cogestione nella Germania occidentale.

Note e commenti

Italo Calvino, Pasternàk e la rivoluzione.

Cesare Cases, Storia di un cane.

Alberto Caracciolo, Formule, fatti e pensiero socialista.

F.M., Le elezioni interne alla Fiat : elementi di ripresa e problemi aperti.

Abbonamenti : annuale L/2.400 (Italia) L/4.000 (Estero) c/c 2/15265 ; un fascicolo L/500.

Segr. di redazione : Uffici del Vicario 49. Roma.

N.B. : ai nuovi abbonati verrà inviato in omaggio il numero unico di *Passato e presente* dedicato a Gramsci, attualmente in preparazione presso l'Editore Einaudi.

Dans le numéro d'avril de

QUATRIEME INTERNATIONALE

La récession américaine, la réforme agraire de Krouchtchev, l'Indonésie, l'Argentine, le VIIe Congrès de la Ligue des Communistes Yougoslaves.

— Le texte intégral de la critique de la politique du P.C.F. par le F.L.N.

Les 20 ans de la IVe Internationale (suite).

et un discours de TROTSKY inédit en français :

Radio, Science, Technique et Société.

Le numéro de 104 pages : 200 fr. Dans les kiosques, les gares de province, aux librairies Rivière, les Deux Masques, l'Unité, et au siège. C.C.P. Pierre Frank, 12648-46 Paris, 64, rue de Richelieu.

LES LETTRES NOUVELLES

SOMMAIRE DU NUMÉRO 61 (JUIN 1958)

Georges Limbour : Cahier de musique pour X...

Boris Pasternak : L'adieu au passé.

Georges Henein : Nathalie ou le souci.

André Verdet : Eveil au matin.

Robert Pinget : Vengeances.

I. Iwaskiewicz : L'envol (fin).

Emile Szittya : Pendant qu'ils dormaient (Rêves sous l'occupation).

Hubert Damisch : L'éveil du regard.

Boris Rybak : Y a-t-il une science de droite ? (fin)

Jean Seiz : John Osborne.

Roger Tailleur : Le septième sceau.

En marge, par *Maurice Nadeau.*

SOCIALISME OU BARBARIE

SOMMAIRE du N° 24 (MAI-JUIN 1958)

Prolétariat français et nationalisme algérien.

François Laborde : Mise à nu des contradictions algériennes.

Pierre Brune : La lutte des classes en Chine bureaucratique.

Georg Lukacs : Remarques critiques sur la critique de la révolution russe de Rosa Luxembourg.

Le monde en question : Les grèves en Espagne. Les grèves anglaises. Le rôle des délégués du personnel. La « Nouvelle Vague ». Le travail dans la chlorophylle. La « Nouvelle Classe » de Djilas. Les livres. Les films. Le théâtre.

ARGUMENTS

Notre prochain numéro sera consacré à :

LA PENSÉE ANTICIPATRICE

(PAR DELA LA SCIENCE FICTION)

Au sommaire

L'Actualisation du virtuel (BLAISE BARGIAC).
Les bornes du possible reculent (JACQUES BERGIER).
Le sens moral et l'avenir scientifique (CHARLES NOËL-MARTIN).
Rêver l'avenir et le construire (GÉRARD KLEIN).
Le film science-fiction (FEREYDOUN HOVEYDA).
La soif du futur (MICHEL CARROUGE).
L'anticipation, vue par KOSTAS AXELOS, JACQUES BERGIER, JEAN DUVIGNAUD, JACQUES HOUBART, DIONYS MASCOLO, EDGAR MORIN.

***

DANS NOS PROCHAINS NUMÉROS :

Réforme et révolution (discussion) : P. HERVÉ et D. MASCOLO.
Déterminisme et autodynamisme (suite) : J. HOUBARD.
Marx et nous : P. FOUGEYROLLAS ; D. GUERIN ; P. NAVILLE.
La gauche française et le problème colonial : A. MEMMI.
La révolution algérienne : E. MORIN.
Les mythes et la démystification : J. DUVIGNAUD.
Critique de la sociologie de la connaissance : T. W. ADORNO.

Discussions, confrontations, études.
Textes classiques de la pensée marxiste.

Des reliures mobiles pouvant contenir 12 numéros d'*Arguments* sont en vente aux *Editions de Minuit* au prix de 350 fr.

Les abonnés bénéficieront d'une remise de 10 %.

Supplément de 100 fr pour envoi recommandé.